

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : Harris, Emily (SPAC/PSPC)
Envoyé : 1^{er} avril 2020, 8 h 36
À : Gerasimov, Boyan (SPAC/PSPC)
Objet : TR : OBJET : Les ministres et les représentants du gouvernement du Canada tiennent une conférence de presse pour faire le point sur la maladie à coronavirus (COVID-19) – 31 mars 2020

Envoyé de mon iPhone

Début du message transmis :

De : Services Media <Services.Media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Date : 31 mars 2020 à 14:26:34 HAE
À : “Laporte, Anthony (SPAC/PSPC)” <anthony.laporte@canada.ca>, “Mullan-Boudreau, Caitlin (SPAC/PSPC)” <caitlin.mullan-boudreau@canada.ca>, “Roy, Cecely (SPAC/PSPC)” <cecely.roy@canada.ca>, “Kusnick, Chelsea (SPAC/PSPC)” <chelsea.kusnick@canada.ca>, “Ibe, Chukky (SPAC/PSPC)” <chukky.ibe@canada.ca>, “Parmar, Dovejot (SPAC/PSPC)” <dovejot.parmar@canada.ca>, “Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)” <elliott.lockington@canada.ca>, “Harris, Emily (SPAC/PSPC)” <emily.harris@canada.ca>, “Tallerico, Joel (SPAC/PSPC)” <joel.tallerico@canada.ca>, “Murdock, Kelly (SPAC/PSPC)” <kelly.murdock@canada.ca>, “Church, Leslie (SPAC/PSPC)” <leslie.church@canada.ca>, “Taipalus, Madison (SPAC/PSPC)” <madison.taipalus@canada.ca>, “McKenna2, Neil (SPAC/PSPC)” <neil.mckenna2@canada.ca>, “Laycock, Tristan (SPAC/PSPC)” <tristan.laycock@canada.ca>, “Freeman, Tyler (SPAC/PSPC)” <tyler.freeman@canada.ca>
C. c. : “Lord, David (Ext.)” <david.lord@tpsgc-pwgsc.gc.ca>, Elizabeth Lindsay <Elizabeth.Lindsay@tpsgc-pwgsc.gc.ca>, Me’Shel Gulliver Bélanger <MeShel.GulliverBelanger@tpsgc-pwgsc.gc.ca>, Jean-François Létourneau <Jean-Francois.Letourneau@tpsgc-pwgsc.gc.ca>, Services Media <Services.Media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Objet : **OBJET : Les ministres et les représentants du gouvernement du Canada tiennent une conférence de presse pour faire le point sur la maladie à coronavirus (COVID-19) – 31 mars 2020**

TRANSCRIPTION/TRANSCRIPTION

Date: Le 31 mars 2020
Time / Heure : 12 h 15
With / Avec : Chrystia Freeland, D^{re} Theresa Tam, Anita Anand, Navdeep Bains, Jean-Yves Duclos
Topics Discussed / Sujets discutés : Cas de COVID-19 au Canada, *Loi sur la mise en quarantaine*, achat d’équipement médical, tests, médicaments et équipements de protection individuelle, fabricants canadiens et production de matériel médical,

Medicom, sécurité des travailleurs de la santé, aide financière aux entreprises et aux Canadiens, voyageurs entrant au Canada, soutien aux communautés des Premières nations, exigences en matière d'équipements de protection individuelle, éloignement physique, demandeurs d'asile, banques canadiennes et taux d'intérêt

Link / Lien : <https://www.infomedia.gc.ca/pwgsc-tpsqc/2020/03/31/226852986>

Les ministres et les représentants du gouvernement du Canada tiennent une conférence de presse pour faire le point sur la maladie à coronavirus (COVID-19).

CBC : Donnons la parole à Chrystia Freeland.

Chrystia Freeland : Nous devons rester forts et rester à la maison. À moins que vous ne fassiez un travail essentiel, comme remplir les rayons des épiceries ou travailler en première ligne de notre incroyable système de soins de santé, restez chez vous. Vous pouvez aller vous promener ou courir, mais gardez vos distances et lavez-vous les mains en rentrant chez vous. Je sais que c'est très difficile, mais je sais aussi que les Canadiens sont résilients et je sais que nous pouvons y arriver. [En français] [Voix de l'interprète] C'est une semaine critique dans notre lutte contre le virus. Les Canadiens doivent pratiquer l'éloignement social et physique. Restez fort et restez à la maison, sauf si vous effectuez un travail essentiel comme le remplissage des rayons ou la prestation de services de santé. Vous pouvez aller vous promener ou courir, mais gardez vos distances et lavez-vous les mains en rentrant chez vous. Je sais que c'est très difficile, mais je sais aussi que les Canadiens sont résilients et je sais que nous pouvons y arriver. [En anglais] Aujourd'hui, nous allons entendre l'administrateur en chef de la santé publique du Canada, la D^{re} Theresa Tam, la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Anita Anand, et le ministre des Sciences et de l'Innovation, Navdeep Bains. [En français] [Voix de l'interprète] Le président du Conseil du Trésor et le vice-président du comité du Cabinet sur la COVID-19, Jean-Yves Duclos. [En anglais]

D^{re} Theresa Tam : Je vais faire le point sur le nombre de cas. Je vais utiliser le numéro publié ce matin sur notre site Web. Il s'agit d'une situation dynamique où les différentes provinces annoncent des choses différentes. Au Canada, à 9 heures ce matin, on comptait 7 708 cas de COVID-19, dont 89 décès. En outre, à tout moment, de nombreuses autres personnes font l'objet d'une enquête et attendent les résultats de laboratoire ou n'ont pas encore été testées. Même si vous n'entendez pas parler de cas dans votre communauté, cela ne signifie pas qu'il n'y en a pas et qu'il n'y a pas d'exposition possible. Nous avons désormais effectué des tests sur plus de 236 000 personnes au Canada. Environ 3,5 % des personnes testées ont reçu un résultat positif et plus de 93 % ont reçu un résultat négatif. [En français] [Voix de l'interprète] Nos plus grandes préoccupations à l'heure actuelle concernent l'introduction et la propagation du virus dans les lieux clos où résident des personnes vulnérables. Nous avons actuellement un certain nombre d'éclosions dans des établissements de soins de longue durée, des cas dans les communautés des Premières Nations et des Inuits, et des cas dans un établissement correctionnel. Ces événements sont profondément troublants, à la fois parce qu'ils entraînent des éclosions qui accélèrent la propagation du virus, mais surtout en raison des graves conséquences pour ces personnes à haut risque. Cependant, les jeunes ne sont pas épargnés par les graves conséquences. Les adultes de moins de 40 ans représentent 10 % des hospitalisations. Pas plus tard qu'hier, il a été signalé qu'un individu d'une trentaine d'années était mort de la COVID-19. [En anglais] Nos plus grandes préoccupations à l'heure actuelle concernent l'introduction et la propagation du virus dans les lieux clos où résident des personnes vulnérables. Nous avons actuellement un certain nombre d'éclosions dans des établissements de soins de longue durée, des cas dans les communautés des Premières Nations et des Inuits, et

des cas dans un établissement correctionnel. Ces événements sont profondément troublants, à la fois parce qu'ils entraînent des éclosions qui accélèrent la propagation du virus, mais surtout en raison des graves conséquences pour ces personnes à haut risque. Cependant, les jeunes ne sont pas épargnés par les graves conséquences. Les adultes de moins de 40 ans représentent 10 % des hospitalisations. Pas plus tard qu'hier, il a été signalé qu'un individu d'une trentaine d'années était mort de la COVID-19. Nous devons à tout prix empêcher l'introduction dans les populations vulnérables et empêcher que de nouveaux cas liés à des voyages ne provoquent la propagation de la maladie dans les communautés. Comme tous les Canadiens continuent à respecter strictement l'éloignement physique pour se protéger et protéger les autres, nous attendons de tous les voyageurs entrant au Canada qu'ils se joignent à ces efforts. De plus, en raison d'un risque accru de COVID-19 à l'étranger, l'ordonnance de quarantaine exige que ces voyageurs rentrent directement chez eux à leur arrivée et se mettent eux-mêmes en quarantaine pendant 14 jours. Nous devons tous maintenir un éloignement physique tout en préservant les liens sociaux. Merci.

Chrystia Freeland : Merci beaucoup, D^{re} Tam. Nous allons maintenant donner la parole à notre ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Anita Anand.

Anita Anand : [En français] [Voix de l'interprète] Merci beaucoup et bonjour à tous. Alors que nous continuons à travailler sur cette situation vraiment extraordinaire, je tiens à remercier les travailleurs essentiels du Canada. Votre travail contribue à contenir la propagation de la COVID-19 et nous vous en sommes incroyablement reconnaissants. [En anglais] Dans le cadre de ces efforts, Services publics et Approvisionnement Canada effectue activement des achats en gros auprès de tous les fournisseurs et les distributeurs disponibles. Jusqu'à maintenant, nous avons commandé des millions de tampons de prélèvement, de gants, de masques et d'autres pièces d'équipement essentielles. Je prendrai maintenant un moment pour souligner les autres progrès que nous réalisons. [En français] [Voix de l'interprète] Nous avons signé un contrat avec Medicom pour fournir une importante réserve de masques chirurgicaux. [En anglais] En incluant cette commande, nous avons maintenant réussi à obtenir plus de 157 millions de masques chirurgicaux pour contribuer à la lutte contre le virus. Jusqu'à maintenant, nous avons aussi commandé plus de 60 millions de masques N95, un équipement de protection clé pour les travailleurs de la santé. La livraison de ces masques commencera cette semaine. [En français] [Voix de l'interprète] Nous travaillons également avec Spartan d'Ottawa qui fournira des trousse de test rapide pour la COVID-19. [En anglais] Les trousse de Spartan, fabriquées au Canada, nous permettront de tester beaucoup plus de Canadiens, en plus des millions de tests que nous avons déjà commandés. Pour ce qui est des ventilateurs, nous avons passé une commande importante auprès de Thornhill Medical de Toronto; cette entreprise doit fabriquer une partie des 1 570 ventilateurs que nous avons commandés à des entreprises au Canada, en Europe, aux États-Unis et outre-mer. Nous travaillons à l'obtention de plus de 4 000 ventilateurs supplémentaires et très probablement davantage. Les Canadiens se sont toujours montrés à la hauteur des défis qu'ils ont à relever. Les entreprises avec lesquelles nous travaillons dans toutes les régions du Canada et à l'étranger sont des exemples probants de ce point important. Je tiens également à remercier Suncor et Home Depot d'avoir fait de généreux dons d'équipement de protection individuelle. [En français] [Voix de l'interprète] Nous savons à quel point ces fournitures sont importantes pour lutter contre la COVID-19. Nous appuierons l'investissement supplémentaire de deux milliards de dollars pour l'achat d'équipement de protection individuelle, y compris pour les achats en gros avec les provinces et les territoires. [En anglais] Nous savons à quel point ces fournitures sont importantes pour lutter contre la COVID-19. Nous appuierons l'investissement supplémentaire de deux milliards de dollars dans l'Agence de la santé publique du Canada pour l'achat d'équipements de protection individuelle, y compris pour

les achats en gros avec les provinces et territoires. Ces fonds continueront à être consacrés à l'achat de l'équipement nécessaire à nos médecins et infirmières, aux hôpitaux et aux autres travailleurs de la santé de première ligne dans tout le pays. [En français] [Voix de l'interprète] Notre objectif est d'être le mieux préparés possible et les Canadiens peuvent être assurés que nous explorons toutes les options possibles. [En anglais] Je veux aussi que les Canadiens sachent que nous travaillons ensemble en ces temps sans précédent. J'ai communiqué avec mes homologues provinciaux et territoriaux pour m'assurer que nous avons des lignes de communication solides et bien établies en ce qui concerne l'approvisionnement, en plus du travail qui est déjà effectué par les ministres de la Santé dans tout le pays. [En français] J'ai communiqué avec mes homologues provinciaux et territoriaux pour m'assurer que nous avons des voies de communication solides et bien établies en ce qui concerne l'approvisionnement, en plus du travail effectué par les ministres de la Santé. [En anglais] Des mesures extraordinaires sont nécessaires en ces temps extraordinaires. Pour limiter la propagation de la COVID-19, protéger les infrastructures essentielles et s'assurer que le Canada dispose des fournitures nécessaires, notre gouvernement ne laisse rien au hasard. Tout le monde est sur le pont en ce moment. Merci.

Chrystia Freeland : Ok. Merci beaucoup. Nous allons maintenant donner la parole au ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Navdeep Bains.

Navdeep Bains : Merci beaucoup. Il y a un peu plus d'une semaine, notre gouvernement a annoncé le plan du Canada visant à mobiliser l'industrie pour lutter contre la COVID-19. [En français] [Voix de l'interprète] Ce plan vise à fournir des fournitures et des équipements médicaux essentiels aux travailleurs de la santé et donne la priorité à la santé et à la sécurité des Canadiens. [En anglais] Depuis, nous avons réalisé des progrès considérables. Comme nous venons de l'annoncer, nous sommes passés au stade de la passation des marchés avec les trois entreprises que nous avons indiquées la semaine dernière. En ce qui concerne Medicom, je ne dirai rien sur l'achat immédiat de masques, nous sommes en train de mettre au point un accord pour soutenir le développement des capacités de fabrication au Canada. Le renforcement de notre offre nationale reste un de nos principaux objectifs pour nous assurer que nous avons la capacité de fabriquer ces masques au Canada. Une autre partie de notre dernière annonce comprenait un appel à l'action, demandant aux entreprises de s'engager dans cette lutte contre la COVID-19. À midi hier, nous avons reçu plus de 3 200 courriers électroniques d'entreprises et nous avons communiqué directement avec plus de 2 900 d'entre elles. Qu'il s'agisse d'entreprises ayant des produits prêts à l'emploi, des produits pas encore autorisés ou d'entreprises dont les produits ont besoin d'un développement plus poussé ou qui ont besoin d'une aide pour s'engager. Si vous nous dites que vous voulez de l'aide, nous vous mettrons en relation avec l'aide fédérale appropriée pour nous assurer que nous augmentons les fournitures médicales nationales afin d'avoir des solutions canadiennes prêtes pour protéger et pour soutenir les Canadiens. Nous avons maintenant signé des lettres d'intention supplémentaires avec cinq entreprises qui ont signalé qu'elles pouvaient aider le gouvernement à lutter contre la COVID-19, en fournissant des trousse de dépistage, des désinfectants pour les mains, des équipements de protection individuelle et des vêtements médicaux. Comme je l'ai dit, nous recentrons notre politique industrielle et nous déployons les fonds de façon accélérée grâce à des demandes plus courtes et des approbations plus rapides. Nous nous sommes engagés dans cette stratégie pour nous assurer que nous pouvons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider nos travailleurs de la santé. [En français] [Voix de l'interprète] Il est encourageant de voir les entreprises relever le défi, souvent en se joignant à d'autres pour offrir à nos travailleurs de la santé les outils et la protection dont ils ont besoin. [En anglais] Nous réunissons également des partenaires industriels, de l'Alliance de l'industrie cosmétique du Canada à l'Association canadienne de produits de consommation spécialisés et à

Spirits Canada. Ensemble, ils travaillent à faciliter l'approvisionnement en ingrédients clés pour augmenter la fabrication de désinfectant pour les mains. Une autre étape a été franchie avec l'initiative de la supergrappe Fabrication de la prochaine génération, qui rassemble plus de 970 membres dans un réseau de fabrication pancanadien. Elle a récemment lancé un appel de propositions à ses membres et elle met à disposition 50 millions de dollars pour développer et étendre de nouveaux produits et équipements qui sont en pénurie. Dans les 48 heures suivant le lancement de cet appel, la supergrappe a examiné et approuvé trois projets de fabricants innovants pour la production de respirateurs, de trousse de dépistage et d'écrans faciaux. C'est mon collègue qui l'a mentionné, j'aimerais reconnaître General Motors, Ford, Linimar, Suncor, Home Depot, Canada Goose. Tous ont proposé de faire don d'équipements de protection individuelle. J'encourage les autres entreprises à suivre leur exemple en faisant généreusement don de tout ce qu'elles peuvent en cette période difficile. Permettez-moi de conclure en rappelant à tous que nous sommes dans le même bateau et que je suis fier de la façon dont l'industrie s'est engagée dans la lutte contre la COVID-19. [En français] [Voix de l'interprète] Nous avons tous notre rôle à jouer pour aplatir la courbe et soutenir l'économie canadienne. Merci. [En anglais]

Chrystia Freeland : Merci, Nav. [En français] [Voix de l'interprète] Et maintenant je donne la parole au président du Conseil du Trésor, M. Duclos.

Jean-Yves Duclos : Nous évaluons aujourd'hui deux points forts importants, à savoir la capacité du gouvernement canadien à fournir des fournitures et la capacité du réseau industriel du Canada à soutenir ce pays. Nous avons donc parlé de cet investissement de deux milliards de dollars dans les opérations d'approvisionnement du gouvernement canadien pour pouvoir acheter du matériel médical, des tests et des tests accélérés, de l'EPI, des désinfectants, notamment les désinfectants pour les mains, et possiblement des médicaments pour traiter les personnes malades ainsi que des respirateurs. Nous parlons également de l'importance de mobiliser la capacité de production du gouvernement et des entreprises privées dans tout le pays. Des milliers d'entreprises se mobilisent pour soutenir les efforts du gouvernement canadien, pour appuyer les activités des organismes de santé publique et de soins de santé. Le gouvernement travaille avec Services publics et Approvisionnement Canada pour assurer cette collaboration entre les entreprises et le gouvernement canadien et l'accélérer. Merci.

Chrystia Freeland : Nous sommes maintenant prêts à répondre à vos questions.

Question : [En français] [Voix de l'interprète] Merci beaucoup. J'aimerais savoir si votre objectif est de devenir autosuffisant pour la production d'EPI ou de devenir autosuffisant en ce qui concerne certains équipements difficiles à obtenir sur le marché international. J'aimerais aussi savoir quels sont les délais envisagés.

Chrystia Freeland : Je pense qu'Anita et Nav pourront répondre à ces questions.

Anita Anand : Réponse : Merci beaucoup pour votre question. Nous travaillons et collaborons avec l'ensemble du gouvernement et en partenariat avec les provinces, les territoires et l'industrie afin d'obtenir les biens et les services dont nous avons besoin en cette période extraordinaire. Nous faisons beaucoup de choses à ce stade. Nous nous efforçons par tous les moyens possibles d'obtenir tout l'équipement médical essentiel pour le Canada. Nous nous tournons également vers l'étranger pour soutenir les provinces et les territoires, ainsi que les Canadiens et les travailleurs de la santé. Mon collègue a peut-être des commentaires à ajouter.

Navdeep Bains : Non, merci beaucoup, Anita. Notre stratégie est très claire. Elle a raison sur ce point. Nous allons travailler avec d'autres compétences afin d'obtenir l'équipement essentiel qui est nécessaire, mais nous voulons aussi avoir une stratégie pour la fabrication ici au Canada. C'est pourquoi nous avons annoncé aujourd'hui qu'il y a trois entreprises qui peuvent fabriquer l'équipement essentiel ici au Canada. Notre

stratégie consiste donc à essayer de répondre aux besoins nationaux du Canada, mais nous allons aussi essayer de continuer à acheter l'équipement essentiel ailleurs dans le monde.

Question : Vous avez parlé de Medicom. Vous avez dit qu'il pourrait y avoir un accord sous peu pour la production de nouvelles entreprises. Pourriez-vous être un peu plus précis à cet égard?

Navdeep Bains : [En français] [Voix de l'interprète] Réponse : Oui. Nous allons investir beaucoup d'argent. Je ne peux pas confirmer le montant à ce stade, mais j'espère pouvoir le faire rapidement. Nous allons investir dans une usine qui va fabriquer de l'équipement essentiel à Montréal, uniquement pour les Canadiens à ce moment-là. Mais j'espère qu'ils pourront fabriquer pour d'autres compétences, mais c'est une priorité pour les Canadiens ici. [En anglais] Nous allons investir dans Medicom par le biais du Fonds stratégique pour l'innovation pour produire des masques ici pour les Canadiens afin que nous ayons une capacité nationale. L'objectif n'est pas seulement de répondre à la nécessité d'une capacité nationale, mais aussi de produire à l'avenir des masques pour d'autres compétences.

Question : Merci. Ma question est pour la D^{re} Tam. Je me demande s'il existe un suivi national concernant le nombre de travailleurs de la santé qui ont été infectés par la COVID-19?

D^{re} Theresa Tam : Réponse : Oui, c'est une question très importante et elle fait partie des données que nous souhaitons confirmer auprès des provinces et territoires. Nous travaillons donc très dur pour y parvenir. Bien sûr, nous connaissons un certain nombre de travailleurs de la santé touchés, notamment en ce qui concerne les épidémies dans les établissements de soins de longue durée dont vous avez entendu parler. Certains des travailleurs de la santé ont été les premiers cas, suivis par les résidents. C'est donc dans ce genre de contexte que cela se passe. Nous avons donc des connaissances sur ces éclosions particulières.

Question : Je me demande, pour faire suite à cette question, si d'autres pays qui sont plus avancés dans ce domaine nous ont dit qu'il arrive parfois que des médecins, jusqu'à un sur quatre, soient en arrêt maladie à cause de la COVID-19. Je me demande quel genre de plans d'urgence sont en place au Canada si cela devait se produire ici.

D^{re} Theresa Tam : Réponse : Je pense qu'il est important de protéger les travailleurs de la santé en premier lieu. Cela partirait des travailleurs de la santé qui ont voyagé, nous devons leur accorder une attention particulière, en nous assurant qu'ils ne sont pas malades et qu'ils ne propagent pas le virus, dans leur milieu familial ou dans le milieu hospitalier. C'est vraiment la clé. Le fait de disposer de processus pour dépister les personnes et empêcher la propagation de l'infection dans ces établissements de santé protège les travailleurs de la santé ainsi que les patients ou les résidents. Bien sûr, il y a l'équipement de protection individuelle dont vous venez de parler. Mais en tant que professionnel de la santé, je pense que nous devons tous mettre en pratique tout ce que nous prêchons, y compris l'éloignement social, la protection de nos patients et de notre famille. Mais il est certain que la protection du personnel de santé est absolument essentielle. Deuxièmement, il s'agit d'examiner la capacité d'intensification. Les provinces et territoires ont déjà mobilisé des facultés de médecine, des professionnels de la santé à la retraite, des étudiants dans le domaine médical, et cette mobilisation s'étend maintenant avec les provinces qui ont déjà recours à ce type de capacité d'intensification comme elles doivent le faire, par exemple, avec la recherche des contacts pour ce qui est de la santé publique ainsi que l'intensification pour le système de soins de santé lui-même. Cette planification est donc extrêmement active en ce moment pour maintenir ce personnel de santé.

Question : [En français] [Voix de l'interprète] Bonjour. M. Legault, le premier ministre du Québec, a déclaré hier qu'il pourrait essayer de voir ce qu'il faut faire pour ceux qui travaillent dans les services essentiels. Madame Freeland, vous parliez des personnes qui remplissent les rayons des épicerie. Il cherchait à savoir comment ils pourraient être indemnisés, car ils sont payés sur la base d'un salaire minimum et ils gagnent moins que la PCRE. On leur fournirait. Allez-vous envisager cette option pour les personnes qui sont sous-payées dans les services essentiels, pour qu'elles ne se retrouvent pas dans une situation très injuste.

Chrystia Freeland : [En français] [Voix de l'interprète] Réponse : Merci beaucoup pour votre question. La priorité de notre gouvernement, d'un point de vue économique, était d'abord de s'assurer que tous les travailleurs peuvent rester à la maison si nécessaire, pour s'isoler ou aider les enfants qui ne sont pas à l'école ou d'autres membres de la famille qui pourraient être malades, ainsi que d'aider les travailleurs qui pourraient avoir perdu leur emploi en raison de l'incidence de la COVID-19. C'était la première priorité. La deuxième priorité, c'est ce que le premier ministre a annoncé vendredi, nous avons voulu aider les travailleurs au travail pour aider les entreprises à maintenir le lien entre l'employeur et l'employé. C'est ce que nous avons fait aussi. Nous avons compris qu'il y a des industries et des secteurs, y compris le secteur des services essentiels, dont notre pays a extrêmement besoin, mais en même temps il y a des conséquences économiques en raison des politiques nécessaires qui ont été mises en place. Le gouvernement fédéral est d'accord avec M. Legault quant aux conséquences de ces politiques. Nous devons trouver un moyen équitable de traiter tous les travailleurs du Canada, y compris ceux qui effectuent un travail essentiel, comme les personnes qui travaillent dans les épicerie.

Question : [En français] [Voix de l'interprète] Avez-vous un calendrier ou un objectif en ce qui concerne la mise en place d'une solution équitable dans les prochains jours, ou les gens devront-ils attendre et voir?

Chrystia Freeland : [En français] [Voix de l'interprète] Réponse : Ce que nous avons déjà dit, c'est que nous vivons une époque extraordinaire et que notre gouvernement a compris qu'il est important d'agir rapidement. C'est ce qu'exige le contexte. Toutefois, l'une des conséquences du fait que nous adoptons les politiques plus rapidement que dans un contexte normal, c'est que nous annonçons une politique et que nous commençons à faire quelque chose en rapport, mais que dans les jours qui suivent, nous devons établir tous les détails relatifs à cette politique. C'est exactement ce que nous faisons. Aujourd'hui, je ne peux pas vous donner les détails de la situation à propos de laquelle vous avez posé des questions, mais je peux vous dire que nous sommes d'accord avec le premier ministre Legault, qui fait un excellent travail. C'est une excellente situation. Nous devons y réfléchir et faire quelque chose. [En anglais]

Question : [Incompréhensible] -- Que les États-Unis sur la base de la santé publique. Étant donné que vous pouvez parler indépendamment du gouvernement, je me demande si vous pensez que cela va aider la santé publique, si cela met les gens plus en danger, si nous voyons les gens parler -- se faufiler sans faire de rapport. Et qu'avez-vous conseillé au gouvernement au sujet de ces passages?

D^e Theresa Tam : Réponse : Je pense qu'il est extrêmement important de protéger à la fois les personnes qui passent la frontière et le reste de la population pour gérer cette épidémie particulière. Je pense donc, du point de vue de la santé publique, qu'il faut faire le dépistage et s'assurer avec CBS, que toute personne malade est correctement prise en charge. Bien entendu, une réduction du nombre de voyageurs à partir de n'importe quel point d'entrée peut potentiellement réduire l'introduction au Canada. Il s'agit donc juste de différentes couches de mesure, mais je pense que c'est en partie cela. Et bien sûr, nous devons nous occuper les uns des autres des deux côtés de la frontière. Bien que nous travaillions de notre côté, je pense que les responsables de la

santé publique de l'autre côté de la frontière prennent également en charge tous les malades.

Question : Madame la Ministre Freeland, votre gouvernement a parlé d'une relation de nation à nation avec les peuples autochtones. Nous voyons certaines Premières nations demander un soutien militaire. Je me demande s'ils sont sous la houlette des provinces, s'il y a un désaccord avec les provinces. Si vous allez travailler avec une Première Nation — Nous nous attendons à un risque d'inondation au Manitoba cette année. Je me demande si vous ne privilégieriez pas cela plutôt qu'un hôpital militaire dans une communauté des Premières nations.

Chrystia Freeland : Merci beaucoup pour cette question et merci d'avoir abordé les questions autochtones. En ce qui concerne les inondations, nous sommes bien conscients qu'il y a des situations d'urgence au Canada chaque année, même les années où nous ne sommes pas confrontés à une pandémie mondiale. Le ministre Blair et le ministre Miller ont travaillé très dur avec leurs équipes et aussi le ministre Sajjan. Nous avons eu des discussions pour nous préparer à faire deux choses en même temps. Il est important que les Canadiens en soient conscients. Il y a des inondations chaque année. Nous constatons de plus en plus de phénomènes météorologiques extrêmes. Nous sommes donc conscients que nous devons être prêts à faire face à ces phénomènes météorologiques extrêmes potentiels, même si nous continuons à travailler dur pour lutter contre la pandémie mondiale. C'est la responsabilité particulière du ministre de la Sécurité publique et il l'assume pleinement. Le ministre de la Défense, le MDN, est très, très concentré sur le rôle particulier de l'armée cette saison et cette année pour défendre et soutenir les Canadiens. C'est pourquoi nous avons eu de ses nouvelles hier. En ce qui concerne les communautés autochtones en particulier, le ministre Miller est très, très concentré sur les besoins spécifiques. Nous avons entendu la D^{re} Tam nous dire que nous devons nous concentrer sur ces communautés autochtones et les communautés du Nord. Nous travaillons avec ces communautés pour comprendre ce dont elles ont besoin et, plus précisément, ce que nous devons faire pour les soutenir. Rien n'est exclu.

Question : Je crois que cette question s'adresse aux ministres Anand et Bains. Pour en revenir aux entreprises avec lesquelles vous travaillez pour produire les équipements médicaux et autres dont le Canada s'approvisionne à l'échelle internationale, à quel moment ces équipements arriveront-ils dans nos hôpitaux, y a-t-il un calendrier précis? Et le Canada permettra-t-il à ces entreprises de produire des équipements que nous vendrons ou donnerons ensuite à d'autres pays.

Anita Anand – Réponse : Je vais commencer, puis Nav prendra le relais. Merci pour votre question. Je voudrais d'abord parler du travail qu'accomplit Services publics et Approvisionnement Canada, tous les jours, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Nous sommes responsables d'acheter un large éventail d'équipements de protection individuelle. Nous avons déjà reçu des masques – chirurgicaux et N95 – des gants, des écouvillons, et continuerons à recevoir des masques. Nous adoptons, chaque jour, une approche dynamique et proactive en matière d'approvisionnement. Nous travaillons 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Ce pays n'a jamais connu un besoin d'approvisionnement semblable à ce qui se produit actuellement. Il s'agit d'un effort élargi et déterminé. Sur cette base, il faut dire que l'effort s'échelonne sur un calendrier relativement long. Nous sommes engagés à assurer un approvisionnement immédiat, mais aussi à long terme, afin de garantir que les Canadiens disposent du matériel dont ils ont besoin pour assurer la sécurité des travailleurs de la santé de première ligne et autres. En ce qui concerne les entreprises particulières, nous attendons une livraison de fournitures cette semaine, notamment des ventilateurs. Sur ce, je donne la parole à Nav, qui pourra continuer de répondre à la question.

Navdeep Bains : Merci beaucoup, Anita. Pour poursuivre sur un point abordé par Anita... Nous devons composer avec une demande mondiale. Et nous sommes conscients que les chaînes d'approvisionnement mondiales subissent une pression énorme et qu'elles sont instables, d'où notre partenariat avec l'industrie pour renforcer la capacité. L'exemple de Medicom illustre un tel renforcement de cette capacité. L'objectif premier est de fournir les équipements essentiels aux Canadiens. Pour ce faire, des entreprises canadiennes se sont réorganisées pour fournir des solutions aux Canadiens, en particulier aux travailleurs de la santé de première ligne et à l'appui de notre système de santé. Voilà donc notre objectif numéro un. À long terme, si nous en arrivons à mettre en place une capacité nationale assez importante pour être en mesure d'aider d'autres pays, je suis d'avis qu'il nous incombe d'envisager de le faire, car cette pandémie est mondiale. Il ne s'agit pas seulement de protéger la vie des Canadiens, mais aussi d'assumer notre responsabilité envers les autres pays. Il est primordial de reconnaître que la demande mondiale augmente et que les chaînes d'approvisionnement mondiales sont instables. Il est donc essentiel de renforcer notre capacité nationale.

Question : Donc, ces entreprises sont-elles tenues de réserver ce qu'elles produisent au Canada pour les Canadiens?

Navdeep Bains : Réponse : Nous avons conclu un accord avec ces dernières pour les aider à se réorganiser ou à accroître la production. L'objectif est clairement de nous assurer de répondre aux demandes et aux besoins des provinces et des territoires. C'est ça l'objectif. Faire savoir aux entreprises que nous allons les aider à accroître leur production ou se réorganiser pour leur permettre de fournir des équipements médicaux essentiels, des équipements de protection individuelle, pour les travailleurs de la santé de première ligne du Canada. C'est clairement notre objectif. Comme je le disais, à long terme – comme vient de le mentionner la ministre Anand, une partie de ces équipements sera disponible d'ici quelques jours, et non d'ici quelques semaines. Et à plus long terme, si nous avons la chance d'être en assez bonne position pour aider d'autres pays, nous allons envisager de le faire. La priorité numéro un est d'approvisionner la population canadienne.

Question : Ma deuxième question portait sur le fait que de nombreux rapports en Europe ont fait état de masques défectueux en provenance de la Chine. Au Canada, l'ambassade chinoise a fait don de quelques masques. Des efforts sont-ils faits pour s'assurer que les masques que nous recevons en provenance de la Chine sont fonctionnels et efficaces?

Anita Anand : Réponse : Merci pour votre question. Cet enjeu concerne les marchandises en provenance de tout endroit, et pas seulement de la Chine. La santé publique a établi des spécifications et des exigences auxquelles les EPI doivent se conformer. La distribution et l'utilisation des EPI par nos travailleurs de la santé de première ligne doivent être sécuritaires. Je sais qu'une fois la cargaison arrivée – et je demanderai à la D^{re} Tam si elle souhaite ajouter quelque chose sur ce point – on procède à une inspection pour s'assurer que les spécifications sont respectées. De plus, nous nous assurons qu'un contrôle de la qualité est effectué sur le terrain, en Chine. J'ai été en contact étroit, chaque jour, avec l'ambassadeur Dominic Barton afin de m'assurer que nous avons des personnes sur le terrain, en Chine, qui nous aident avec nos approvisionnements dans ce pays. Ces personnes sur le terrain en Chine font un excellent travail au service de la population canadienne. Ils facilitent grandement et de plusieurs façons notre processus d'approvisionnement. D^{re} Tam...

D^{re} Theresa Tam : Oui, je peux confirmer que pour tout type de don, nous devons nous assurer que les articles répondent aux normes en vigueur au Canada. Santé Canada a publié les critères et une orientation en la matière, mais chacun de ces dons sera vérifié à l'égard des normes qui s'appliquent.

Question : Je ne sais pas si ma question s'adresse à M^{me} Freeland ou à la D^{re} Tam. Nous savons qu'environ le tiers des 65 cas de COVID-19 dans la région de Windsor-Essex sont des travailleurs de la santé canadiens qui ont traversé la frontière, leur travail étant à Detroit, et sont revenus avec le virus. Est-il temps d'exiger un arrêt de ce va-et-vient?

Chrystia Freeland : Réponse : Je vais commencer à répondre à votre question, car j'ai eu, hier soir, une bonne conversation avec le maire de Windsor sur cette question précise. Il s'y intéresse beaucoup, tout comme les députés locaux. Il est demeuré en contact étroit avec – il m'a dit avoir été en contact étroit avec les hôpitaux canadiens et américains. Le fait que des travailleurs de la santé canadiens traversent chaque jour la frontière pour aller travailler à Detroit indique à quel point nos économies sont étroitement liées. Vice-versa, des travailleurs des États-Unis traversent la frontière tous les jours pour travailler dans le système de santé canadien. Des mesures renforcées ont été mises en place dans les hôpitaux, tant du côté américain que canadien, pour vérifier très attentivement la santé des travailleurs de la santé afin de s'assurer qu'ils sont en bonne santé à leur arrivée au travail, puis à leur départ. On a aussi offert à ces travailleurs la possibilité de dormir à l'hôtel, près de leur lieu de travail, s'ils préfèrent ne pas retourner à la maison au risque de leur famille. Donc, un travail très difficile et important est effectué sur le terrain, à Windsor. Je tiens vraiment à dire que le maire prend entièrement la situation en charge. Je tiens à le remercier pour son travail acharné. C'est une situation que nous surveillons de près, et que nous devons surveiller de près. Nous allons continuer à le faire chaque jour. Si la D^{re} Tam souhaite ajouter quelque chose...

D^{re} Theresa Tam : J'aimerais juste ajouter que nous sommes aussi en communication avec l'Ontario et les responsables de la santé publique en ce qui concerne les procédures et les directives qu'ils mettent en place pour les travailleurs de la santé. Sinon, je n'ai rien d'autre à ajouter. Je vous remercie.

Question : Ma deuxième question s'adresse soit à M^{me} Freeland, soit à la D^{re} Tam. Encore une fois, le fait que tout le monde dise, depuis quelques jours, qu'il s'agit d'une semaine cruciale pour déterminer si l'éloignement physique et le fait de rester à la maison et de s'isoler fonctionnent. Je suppose que la question est de savoir ce qui se passera si ce n'est pas le cas et si les infections continuent à augmenter... Y a-t-il un plan B?

Chrystia Freeland : Réponse : Écoutez, je vais commencer par dire que nous devons tous nous préparer à la réalité, à savoir que la situation va empirer avant de s'améliorer. C'est la triste vérité par rapport à notre situation actuelle. Je suis ravie de la façon dont vous avez formulé votre question, car elle sous-tend que les gens comprennent que nous pouvons réellement influencer sur le cours des choses. Vous savez, il vaut mieux éviter d'être fataliste à ce sujet. Si nous prenons les bonnes mesures, nous pouvons atteindre le moins mauvais résultat possible à l'échelle du Canada. Prendre les bonnes mesures signifie avant tout que la population canadienne doit, tous les jours, pratiquer l'éloignement physique. Nous traversons une crise particulière où chaque personne au pays peut apporter une contribution. Je sais que les gens font de gros efforts, mais je ne peux pas trop insister sur la nécessité de le faire. Je pense que la première réponse à votre question est que nous devons d'abord faire tout ce qu'il faut, et chacun à un rôle à jouer, pour éviter les pires scénarios. Cela étant dit, il incombe évidemment à chacun d'entre nous, au sein du gouvernement, de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour se préparer à la possibilité d'un moins bon résultat. C'est pourquoi Anita et Nav vous ont parlé des efforts vraiment extraordinaires que nous déployons dans le domaine de l'approvisionnement à l'échelle internationale, et pour aider les entreprises canadiennes, qui ont accompli un travail extraordinaire, à produire ce dont nous avons besoin chez nous. Je tiens également à saluer le travail des premiers ministres à l'échelle du pays. Pour vous donner une idée de tous les efforts déployés par les premiers ministres pour

se préparer aux pires scénarios, je peux vous dire que ce matin même, j'étais en téléconférence avec Doug Ford et François Legault, un appel organisé par le premier ministre Ford au sujet de l'approvisionnement. J'ai aussi communiqué par message texte avec le premier ministre Horgan, au sujet de questions précises. Il s'agit réellement d'un effort pancanadien. Les premiers ministres font un travail extraordinaire. Nous nous assurerons d'être prêts à la possibilité d'un moins bon résultat. Cela étant dit, nous devons aussi nous rappeler de ce que nous devons faire aujourd'hui, c'est-à-dire – [Un instant s'il vous plaît] c'est-à-dire faire de notre mieux pour éviter d'en arriver là. Je pense que nous aimerions tous entendre la D^{re} Tam à ce sujet.

[Un instant s'il vous plaît]

D^{re} Theresa Tam : Donc, nous avons réfléchi à la manière de nous assurer que chaque province et territoire dispose des ressources nécessaires pour assurer la recherche des contacts. La recherche des contacts est un processus plutôt intensif. En présence d'une grappe ou d'une éclosion, on doit rechercher toutes les personnes qui ont pu être exposées. C'est un aspect qui est vraiment très important, et pour lequel on doit redoubler d'ardeur. En outre, le concept de réduction et d'extinction du virus est fondé sur le fait que nous voulons que les personnes infectées ne le transmettent pas à plus d'une personne. Si une personne infectée le transmet à deux personnes, l'épidémie se poursuivra. C'est donc un but ultime. Pour ce faire, c'est pourquoi – essentiellement, la distanciation physique est si importante pour les Canadiens, parce qu'on veut réduire ce risque de transmission. Et c'est pourquoi cet aspect de la réponse à la COVID-19 est si important. On a donc vu, à l'échelle du pays, le système de santé publique commencer à restreindre de plus en plus les mouvements de différentes façons. Donc, par rapport aux rassemblements de masse, quand nous avons commencé : absolument, on ne devait pas aller à un congrès ou un rassemblement de masse, puis c'est descendu à un rassemblement de 250 personnes, puis 50, et maintenant, presque tout le monde dit, il faut vraiment réduire au minimum et pratiquer la distanciation physique au maximum. S'assurer que les populations vulnérables restent à la maison et leur fournir un soutien; pour éviter qu'elles s'exposent au risque d'infection, éventuellement dans la communauté, ou dans d'autres milieux. Et tous les services essentiels, s'assurer que, dans les supermarchés ou d'autres endroits que plusieurs personnes visitent, de respecter les mesures de distanciation sociale. C'est tellement important. C'est là que, selon moi, vous savez – nous en sommes encore, en ce moment, à renforcer ces mesures. Et nous voudrions assurément aller au-delà de ces mesures. Et d'un autre côté, évidemment, se préparer aux scénarios pouvant augmenter l'afflux de patients. Des sites alternatifs où effectuer l'évaluation des patients. Comment aider les personnes qui sont légèrement malades, mais qui ne peuvent pas s'isoler chez elles, en utilisant les hôtels, ou d'autres solutions? Les refuges pour sans-abri ne peuvent pas gérer de telles éclosions. On a donc besoin de sites alternatifs permettant de gérer et d'isoler les personnes issues de ces milieux vulnérables. C'est ce qui se passe en ce moment même. Je pense donc – c'est pourquoi je dis que cette semaine, encore une fois, ou redouble d'ardeur et on ne lâche pas. Et il s'agit d'une réponse à l'échelle de la société.

Question : [en français, par l'entremise d'un interprète] Bonjour à tous. Les médecins et les infirmières de première ligne, ainsi que les hôpitaux, craignent qu'il manque de masques. Legault parle du risque qu'il manque de masques dans les trois à sept prochains jours. Y a-t-il un danger à cet égard?

Anita Anand : Merci beaucoup. [En anglais, par l'entremise d'un interprète] Réponse : Merci beaucoup pour votre question. Il est extrêmement important d'avoir tous les masques et autres équipements nécessaires pour les médecins et les personnes qui travaillent en première ligne. Et je tiens à vous assurer que nous avons obtenu des masques, différents types de masques pour les travailleurs. [Fin de la traduction] Comme je l'ai mentionné, nous avons commandé 60,9 millions de masques N95 et 157,5 millions de masques chirurgicaux, dont certains sont produits ici même au

Canada. [En français, par l'entremise d'un interprète] Donc, c'est extrêmement important, et nous travaillons très fort pour obtenir ces équipements pour les Canadiens. [En français]

Question : Mais, ma question concerne l'existence ou non d'un danger qu'il manque de masques? Y a-t-il un danger, ou un risque de pénurie? [En français]

Anita Anand : Réponse : [en anglais, par l'entremise d'un interprète] En ce moment, nous travaillons jour et nuit pour acheter des masques. [Fin de la traduction] Et nous travaillons très fort pour nous assurer d'avoir les équipements nécessaires, non seulement pour les distribuer au Québec, mais aussi dans toutes les provinces de ce pays. J'ajouterai que nos efforts viennent s'ajouter aux efforts que déploie aussi chaque province. Et donc, comme l'a dit Chrystia Freeland, nous travaillons en tant que pays, avec les provinces, chaque jour, pour nous assurer d'avoir l'équipement dont les travailleurs de la santé de première ligne ont besoin pour assurer la sécurité de notre pays et pour lutter contre la COVID-19.

Jean-Yves Duclos : [en français, par l'entremise d'un interprète] Si je peux vous rassurer, ce que vous entendez ce matin, c'est que la capacité d'approvisionnement du gouvernement canadien et la capacité industrielle du Canada sont mobilisées pour assurer une surproduction des matériaux et des équipements afin de nous assurer de produire une quantité maximale d'EPI, ainsi que d'autres équipements dont les travailleurs de la santé ont absolument besoin. Évidemment, nous appuyons les travaux et les activités essentielles des provinces, y compris le gouvernement du Québec, car en sachant que l'approvisionnement sera suffisant, il existe actuellement une préoccupation que l'on surprotège et surproduise en voulant assurer la capacité industrielle du pays à fournir une quantité suffisante d'EPI. Merci beaucoup.

Question : [en anglais, par l'entremise d'un interprète] Juste pour clarifier ce que vous venez de dire, je ne suis pas sûr d'avoir compris. Êtes-vous en mesure d'affirmer que d'ici deux semaines, si les cas continuent d'augmenter que c'est le cas en ce moment, l'ensemble des infirmières, des médecins et des patients qui ont besoin d'un respirateur disposeront de l'équipement nécessaire? Avez-vous bien dit que d'ici deux semaines ou trois semaines, tout le monde aura l'équipement nécessaire? Il n'y aurait aucune décision difficile à prendre concernant la distribution des ventilateurs?

Jean-Yves Duclos : Réponse : [en français, par l'entremise d'un interprète] Ce que nous disons, c'est que nous devons en produire au maximum des capacités industrielles du Canada. Nous allons donc en produire une très grande quantité dans les prochaines semaines. En même temps, nous avons une responsabilité individuelle de favoriser les meilleurs scénarios possible. Et parallèlement, le gouvernement canadien s'assure de mobiliser la capacité industrielle du pays de façon optimale pour s'assurer que nous avons le maximum de ressources dans la semaine à venir, de façon à être prêts à faire face à tout type de scénario qui pourrait se présenter.

Question : Question de suivi : Pouvons-nous dire à la population canadienne que le gouvernement fait promesse que nous aurons l'équipement nécessaire advenant le pire scénario?

Jean-Yves Duclos : Réponse : Nous avons de la difficulté à bien vous entendre; nous avons perdu la ligne à quelques endroits de votre question. Néanmoins, ce que nous pouvons affirmer, c'est que le gouvernement canadien est prêt à se mobiliser comme si nous étions en état de guerre. Et donc, nous mobilisons la totalité des efforts disponibles, industriels et gouvernementaux, pour fournir l'équipement aux provinces et aux territoires dans les semaines à venir. Nous travaillons avec les provinces et les territoires pour nous assurer que cet équipement sera disponible au bon moment. Nous sommes confiants de l'efficacité de cette collaboration entre le gouvernement et les

provinces et, bien sûr, lorsqu'il est question des pires scénarios, nous espérons que s'ils devaient se produire, il s'agirait de ces scénarios les moins mauvais.

Question : Ma première question s'adresse à la ministre Anand. Je me demande si vous pouvez fournir une mise à jour [passage inaudible] aux pays d'origine lorsque les États-Unis les retourneront. Avez-vous de l'information à ce sujet?

Chrystia Freeland : [en français, par l'entremise d'un interprète] Réponse : Je peux vous dire qu'il s'agit d'une question importante et significative pour nous. Le travail se poursuit. Je me suis entretenue avec le ministre Blair, hier soir et encore ce matin, sur cette question. Il est très engagé, tout comme notre ambassadrice Hillman aux États-Unis, qui s'occupe de cette question avec nos homologues américains. Et je peux assurer la population canadienne que le gouvernement prend très au sérieux nos obligations internationales concernant les demandeurs d'asile. Et le Canada n'ira jamais à l'encontre de ces obligations.

Question : J'ai une question pour M. Duclos : Quand on parle du rôle des banques dans la fixation des taux d'intérêt des cartes de crédit, il s'agit parfois de taux de 20 à 30 %. Que voulez-vous que fassent les grandes banques pour éviter que les Canadiens s'endettent encore davantage?

Jean-Yves Duclos : Ce que nous voulons, c'est que les banques s'engagent à différer les paiements des intérêts et du capital des prêts hypothécaires. Plusieurs personnes se retrouvent coincées, n'ont pas les moyens de payer leur hypothèque comme elles le feraient en temps normal. Mais ce que nous attendons des banques et de Desjardins, c'est non seulement d'être conscients de la situation précaire de nombreuses familles au Canada, mais aussi de s'assurer d'adapter les modalités des prêts qu'elles accordent, par le biais de cartes de crédit ou d'autres moyens, au contexte actuel. Nous savons que les cartes de crédit entraînent des taux d'intérêt très élevés. Dans le contexte actuel, bien des gens auraient de la difficulté à rembourser leurs prêts avec de tels taux d'intérêt. Nous nous attendons donc à ce que les banques offrent aux particuliers d'autres moyens de rembourser leurs prêts, leur accordant des taux d'intérêt plus bas dans les semaines et les mois à venir. La question a été expliquée aux banques et à Desjardins, et nous espérons qu'il en résultera des solutions concrètes pour les familles à l'échelle du pays.

Question : Bonjour, bon après-midi. Merci encore de votre disponibilité. Ma première question s'adresse à la D^{re} Tam. Vous avez, d'entrée de jeu, spécifiquement mentionné les cas au sein des collectivités inuites et des Premières Nations. Je me demandais si vous pourriez nous donner plus de détails sur les collectivités dont vous parlez, et sur les cas confirmés.

D^{re} Theresa Tam : Oui, il est question d'un certain nombre de collectivités. J'ai mentionné hier que le Nunavik, qui est situé dans le nord du Québec, a connu un premier cas. Il y a aussi grande collectivité des Premières nations en Ontario, et d'autres, je crois, dans les provinces des Prairies. Or, même la présence d'un seul cas dans l'une de ces collectivités doit être prise extrêmement au sérieux. D'ailleurs, les dirigeants des collectivités ont pris des mesures très rapides en matière de distanciation sociale, en plus d'appliquer des mesures restrictives. Et, bien sûr, nos collègues de Services aux Autochtones Canada sont en contact étroit pour examiner les moyens qui existent. Mais dans ces – et d'ailleurs, comme les signalements l'indiquent, les cas ne touchent pas seulement les collectivités autochtones, mais aussi le nord du Canada, dont le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Ce sont des voyageurs qui y ont introduit le virus. Et tous ces territoires nordiques prennent des mesures de santé publique très actives pour tenter de prévenir l'introduction du virus, et aussi pour adapter la distanciation sociale au contexte de ces collectivités, en particulier dans les cas où les logements sont surpeuplés, et pour gérer la situation, notamment en recherchant

d'autres solutions de logement. Et, aussi, le système de santé se met en marche pour arriver à s'occuper de tous les différents patients. Les collectivités assurent aussi une planification très étroite avec leur province respective en matière de soins médicaux et de transport. Toute cette planification est donc en cours. Mais, même le signalement d'un seul cas au sein de ces collectivités doit être pris très au sérieux.

Question : Et pour faire suite à ma première question, je crois comprendre que le dossier autochtone représente une grande partie des travaux. Et certains dirigeants, par exemple, dans le nord de l'Ontario – j'ai entendu dire que certaines collectivités ne disposent d'aucune trousse de dépistage. Et je me demande tout simplement, vous savez, dans l'impossibilité de pouvoir savoir qui est atteint de la COVID-19, en l'absence de trousses de dépistage disponibles, comment pouvons-nous vraiment avoir une idée de l'ampleur de l'éclosion, et aussi par rapport au traitement? Je sais que le dépistage pose problème dans plusieurs régions du pays, mais il semble que les dirigeants des collectivités s'inquiètent sérieusement de leur capacité à effectuer le moindre dépistage.

D^{re} Theresa Tam : Oui. Et l'effort de dépistage sera également lié au système plus vaste des provinces et territoires. Toutefois, je pense qu'il y a absolument une lacune à combler, car même les échantillons doivent être transportés par avion sur de longues distances jusqu'aux laboratoires. C'est donc l'une de nos priorités actuelles, et nous évaluons certains mécanismes de dépistage pouvant être effectués à bien plus courte distance des patients, et donc, le maximum de certains de ces tests que le laboratoire de microbiologie peut actuellement effectuer, et ceux qui sont bien plus – avec les trousses de dépistage qui peuvent être utilisées. Ces efforts sont en cours en ce moment. Et nous vous donnerons plus d'informations au fur et à mesure. L'objectif est donc de fournir aux territoires ou aux régions plus éloignées leur propre capacité afin qu'ils n'aient pas à transférer les échantillons.

Modérateur : Et c'est ce qui met fin à la conférence de presse.

SRC : Le principal message portait sur la façon dont le gouvernement fédéral travaille avec le secteur privé pour accélérer l'acquisition des équipements médicaux qui seront nécessaires, dès maintenant et dans les semaines à venir.

Services média | Media Services

SPAC PSPC

16A1 - 11, rue Laurier, Gatineau (Québec), K1A 0S5

Services.Media@tpsgc-pwgsc.gc.ca